



Ceci est une traduction automatique; [veuillez vous référer à la langue originale.](#) La Commission européenne n'assume aucune responsabilité quant à la qualité et la fidélité de cette traduction automatique.

[Informations importantes concernant la traduction automatique](#)

Questions et réponses: Vingtième train de sanctions contre la Russie

Brussels, le 23 avril 2026

ÉLÉMENTS

Qui avez-vous ciblé?

Le 20^e train de sanctions de l'UE ajoute 120 listes de personnes physiques (37) et d'entités (83) à la liste des personnes physiques et morales faisant l'objet d'un gel des avoirs et à l'interdiction de mettre des fonds et des ressources économiques à leur disposition. Les nouvelles inscriptions visent principalement à perturber les revenus énergétiques et la capacité militaire russes.

Elles comprennent **36 désignations couvrant à la fois les segments en amont et en aval du secteur énergétique russe**, y compris l'exploration, l'extraction, le raffinage et le transport du pétrole. Les recettes provenant des exportations de pétrole russes sont encore réduites **par des listes axées sur l'écosystème de la flotte fantôme**, y compris les entités opérant dans des pays tiers, ainsi qu'un important assureur maritime.

Le 20^e paquet restreint davantage le **complexe militaro-industriel russe** en désignant 58 entreprises et personnes associées impliquées dans le développement et la fabrication de biens militaires, tels que les drones. En plus de priver les entreprises militaires russes de technologies précieuses **de l'UE, ce train de mesures traite également de la dépendance de la Russie à l'égard de pays tiers pour la fourniture d'articles** critiques de haute technologie. Plus précisément, l'UE a désormais désigné 16 entités basées en Chine, aux Émirats arabes unis, en Ouzbékistan, au Kazakhstan et en Biélorussie qui ont fourni des biens à double usage ou des systèmes d'armes au complexe militaro-industriel russe.

Le paquet comprend également 6 listes supplémentaires liées à la déportation, au transfert forcé, à l'endoctrinement ou à la rééducation militaire d'enfants ukrainiens.

En outre, l'UE cible ceux qui promeuvent la propagande et le pillage du patrimoine culturel ukrainien. Avec ces ajouts, le nombre d'inscriptions individuelles dépasse 2 700.

Pourquoi l'UE adopte-t-elle d'autres listes relatives à l'expulsion, au transfert forcé, à l'endoctrinement ou à la rééducation militaire d'enfants ukrainiens?

Dans le cadre du 19^e train de mesures, l'UE avait déjà inscrit sur la liste plus de 100 personnes et entités responsables de l'expulsion, du transfert forcé, de l'endoctrinement ou de la rééducation militaire d'enfants ukrainiens. C'est l'un des crimes les plus odieux commis par la Russie depuis le début de la guerre d'agression. Notre engagement sur ce sujet reste absolu.

L'UE est membre de la Coalition internationale pour le retour des enfants ukrainiens, et nous coorganiserons une réunion de haut niveau de la Coalition avec ses coprésidents, l'Ukraine et le Canada, le 11 mai. L'UE a également participé activement à l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 3 décembre 2025 soulignant la nécessité impérieuse d'intensifier les travaux sur le retour des enfants ukrainiens. La responsabilité des crimes commis par la Russie est la clé d'une paix juste et durable.

MESURES ÉNERGÉTIQUES

La limitation des recettes énergétiques de la Russie a toujours été - et restera - une priorité absolue pour l'UE, car elle affaiblit la capacité de Moscou à mener sa guerre d'agression illégale contre l'Ukraine. Le maintien du régime de sanctions est essentiel pour limiter les recettes exceptionnelles, ce qui est particulièrement important étant donné que la persistance des prix élevés du pétrole pourrait stimuler l'économie russe récemment refroidie. La Russie ne devrait pas bénéficier de la guerre en Iran et, par conséquent, la pression devrait être maintenue sur la Russie par le biais de sanctions.

Le 20^e train de sanctions jette les bases d'une interdiction des services maritimes sur le pétrole et les produits pétroliers russes, en pleine coordination et discussion avec le G7 et la coalition pour le plafonnement des prix (membres du G7 et autres pays participants). Le Conseil décidera de la date d'entrée en vigueur de l'interdiction des services maritimes, en envisageant une période de liquidation appropriée. Cela réduirait encore la capacité totale disponible pour transporter le pétrole russe.

Comment fonctionnerait l'interdiction des services maritimes?

Concrètement, l'introduction d'une interdiction des services maritimes interdirait le transport de pétrole russe et interdirait les services connexes tels que le financement ou l'assurance des navires transportant du pétrole russe. La nouvelle interdiction devrait réduire considérablement les revenus énergétiques de la Russie et rendre plus difficile la recherche d'acheteurs pour son pétrole.

Comment l'interdiction des services maritimes découragerait-elle les chargeurs de changer de juridiction?

L'interdiction s'appliquera aux opérateurs et propriétaires de navires de l'UE, qu'ils exploitent des navires battant pavillon de l'UE ou d'un pays tiers. En outre, en vertu des conventions internationales maritimes, les navires sont tenus de disposer d'une assurance P&I (protection et indemnisation) fiable, qui est organisée pour des périodes plus longues, telles qu'une année, plutôt que pour chaque voyage. Si un propriétaire s'engage dans un commerce sanctionné, les assureurs P&I dans les juridictions appliquant des sanctions refuseront d'émettre une assurance. Les opérateurs devront donc choisir de poursuivre le commerce légitime couvert par des assureurs fiables ou de passer au commerce parallèle, perdant ainsi leur activité légitime.

Le 20^e paquet introduit **36 désignations englobant** à la fois les segments en amont et en aval du **secteur énergétique russe**, y compris l'exploration, l'extraction, le raffinage et le transport du pétrole. Les recettes provenant des exportations de pétrole russes sont encore réduites **par des listes axées sur l'écosystème de la flotte fantôme**, y compris les entités opérant dans des pays tiers, ainsi qu'un important assureur maritime.

MESURES FINANCIÈRES

Le secteur bancaire financier russe est un outil essentiel de son gouvernement pour financer son agression contre l'Ukraine. C'est pourquoi la pression exercée sur elle par l'UE et les pays du G7 s'est accrue. Le 20^e paquet ajoute donc de la pression sur les banques russes tout en ciblant d'autres banques de pays tiers fournissant d'autres canaux de paiement. En outre, pour empêcher le contournement, le paquet réprime les transactions impliquant des opérateurs de crypto-monnaie russes et des plates-formes décentralisées.

Quelles banques en Russie sont ciblées?

Le 20^e paquet comprend 20 banques russes supplémentaires faisant l'objet d'une interdiction de transaction en raison de leur importance systémique ou régionale, ou de leur rôle dans la facilitation des paiements transfrontaliers qui soutiennent l'économie russe. Certaines banques russes ont également été inscrites sur la liste parce qu'elles fournissent des services financiers sur les territoires occupés de l'Ukraine ou offrent des services financiers au personnel militaire des forces armées russes.

Quelles banques de pays tiers sont répertoriées et pourquoi?

Le 20^e paquet ajoute quatre banques de pays tiers engagées dans des activités qui contrecarrent les sanctions ou qui sont connectées au système de messagerie financière russe, à savoir le système de transfert de messages financiers (SPFS). Il s'agit notamment d'entités de la République kirghize, de la République démocratique populaire lao et de la République d'Azerbaïdjan.

Le secteur financier russe, qui se consacre désormais entièrement au soutien financier de la guerre, se débat sous le poids des sanctions de l'UE et du G7. En conséquence, les banques russes cherchent désespérément à établir des canaux bancaires via d'autres pays. En outre, certaines banques dans d'autres juridictions voient cela comme une opportunité d'affaires.

Bien que les sanctions de l'UE ne soient pas extraterritoriales, l'UE ne reste pas passive lorsque des opérateurs de pays tiers permettent le contournement de nos mesures. C'est pourquoi il est essentiel de cibler les opérateurs financiers dans les pays tiers qui fournissent une bouée de sauvetage à l'économie de guerre de la Russie. En substance, il est interdit aux opérateurs de l'UE de faire des affaires avec des banques en vertu de l'interdiction des transactions.

Quelles sont les nouvelles mesures concernant les crypto-monnaies?

En réponse aux sanctions imposées au secteur bancaire, la Russie cherche d'autres canaux financiers et de paiement. [Dans le 19^e paquet](#), le Conseil a interdit tout engagement avec la crypto-monnaie A7A5 et a inscrit un échange de crypto-monnaies en provenance du Paraguay en vertu d'une interdiction de transaction.

Dans le même train de mesures, plusieurs banques de pays tiers ont fait l'objet d'une interdiction de transaction en raison de leur connexion avec le système de messagerie financière russe ou de leur participation à des mécanismes de contournement. Le train de mesures présenté aujourd'hui s'appuie sur ces mesures étendues, **en ajoutant une interdiction sectorielle totale d'interagir avec tout prestataire de services sur crypto-actifs russe**, ainsi qu'avec toute plateforme décentralisée permettant le trading de crypto-actifs.

Il interdit également l'utilisation (et le soutien) du stablecoin RUBx, qui est rattaché au rouble et développé par les acteurs russes et le rouble numérique, une monnaie numérique de banque centrale en cours de développement par la Banque centrale de Russie.

Quelles sont les nouvelles mesures concernant les «services de paiement»?

Étant donné que les sanctions mises en œuvre par l'UE et des partenaires partageant les mêmes valeurs ont isolé la Russie des marchés financiers internationaux, les «agents de paiement» sont apparus comme une alternative principale pour les entreprises russes. Ces intermédiaires, souvent dans la logistique ou l'import/export, aident à transférer des fonds vers des fournisseurs étrangers tout en restant « sous le radar ».

Les nouvelles mesures interdisent les transactions avec des agents spécifiques en Russie et dans des pays tiers qui facilitent les paiements transfrontaliers pour les entités russes. Cela couvre les régimes faisant appel à des sociétés de pays tiers et l'utilisation de comptes miroirs, à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie, pour régler les paiements par «compensation» ou «compensation», lorsque les dettes sont mises en balance avec des crédits et qu'aucun fonds ne franchit réellement la frontière russe.

En ciblant la méthode la plus répandue de contournement des paiements transfrontaliers, cette mesure exerce une pression supplémentaire sur la machine de guerre russe.

MESURES ANTICIRCUMVENTIONNELLES

Ce train de mesures ajoute à l'annexe IV **60** nouvelles entités apportant un soutien direct ou indirect au complexe militaro-industriel russe ou se livrant au contournement des sanctions. Cela comprend **32 entités établies en Russie et 28 basées dans des pays tiers** (Chine, y compris Hong Kong, Turquie, Émirats arabes unis et Thaïlande). L'annexe IV énumère les entreprises qui sont des utilisateurs finaux militaires, font partie du complexe militaro-industriel russe ou ont des liens étroits avec celui-ci et auxquelles il est interdit de fournir certains biens et technologies à double usage énumérés dans le règlement.

Outil anticircumvention:

Qu'est-ce que l'outil anticircumvention?

L'UE a introduit l'instrument anticircumvention avec [le 11e train de sanctions à l'encontre de la Russie](#). L'outil anticircumvention permet à l'UE de restreindre la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation de certains biens et technologies faisant l'objet de sanctions à certains pays tiers dont les juridictions sont maintenues et dont le risque de contournement est particulièrement élevé. Cet outil permet à l'UE d'interdire l'exportation de certains biens de l'UE à haut risque vers les pays qui sont utilisés pour contourner les sanctions de l'UE. L'outil interdit également la fourniture de services associés.

Pourquoi l'UE utilise-t-elle pour la première fois l'«outil anticircumvention»?

La lutte contre le contournement des sanctions est une priorité absolue pour l'UE. L'UE n'ignorera pas les cas de contournement systématique des sanctions par le recours à des juridictions de pays tiers pour réexporter vers la Russie des marchandises de l'UE faisant l'objet de sanctions. Aujourd'hui, l'UE a activé cet outil en raison de l'incapacité systématique et persistante de la République kirghize à empêcher la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation vers la Russie de biens spécifiques de l'UE à haut risque. Il s'agit notamment de certaines machines-outils et de certains équipements de télécommunication utilisés pour les drones et les missiles exportés depuis l'Union. Jusqu'à présent, la République kirghize n'a pas pris suffisamment de mesures pour endiguer efficacement cette réexportation.

L'UE impose-t-elle des sanctions à l'encontre d'un pays tiers?

Non. Cela ne signifie pas que l'UE impose des sanctions à l'encontre de pays tiers ou de leurs gouvernements. L'objectif est de veiller à ce que les marchandises de l'UE faisant l'objet de sanctions ne finissent pas en Russie. Nous continuons de compter sur la coopération de la République kirghize et fournissons des orientations et une assistance technique sur le champ d'application des sanctions de l'UE.

Pourquoi voulez-vous interdire l'exportation de ces deux types de marchandises?

Nous proposons d'interdire la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation vers la Russie de marchandises spécifiques à haut risque. Cela inclut certains équipements de télécommunication utilisés pour les drones et les missiles, ainsi que des outils d'usinage pour le travail des métaux qui sont largement utilisés dans la fabrication de défense. Ces marchandises se distinguent comme étant de plus en plus importées de l'UE vers la République

kirghize et réexportées vers la Russie. Ces biens permettent directement à la Russie de poursuivre son agression militaire illégale contre l'Ukraine et de maintenir sa capacité à faire la guerre.

MESURES COMMERCIALES

EXPORTATIONS

Quelles sont les nouvelles restrictions et interdictions à l'exportation incluses dans le 20e train de sanctions?

Le paquet ajoute **de nouvelles restrictions et interdictions à l'exportation** pour réduire davantage l'économie de guerre et les capacités industrielles de la Russie.

Les nouvelles interdictions d'exportation (correspondant à plus de 365 millions d'EUR d'exportations de l'UE en 2024) comprennent:

- **Produits chimiques utilisés** dans la production d'additifs lubrifiants et de solvants (228 millions d'euros);
- **Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc vulcanisé** (35 millions d'euros);
- **Vis, boulons et buts en acier** (48 millions d'euros);
- **outils/composants utilisés pour la production de métaux**, tels que les électrodes revêtues en métaux communs pour le soudage électrique à l'arc (27 millions d'EUR);
- **Tracteurs d'une puissance motrice supérieure à 130 kW** (27 millions d'EUR) utilisés dans divers secteurs industriels (opérations de construction, industrie minière), entretien des routes; l'entretien des autoroutes; et la manipulation des matériaux.

Le train de mesures ajoute également **de nouvelles restrictions à l'exportation et renforce les contrôles existants sur les** biens à double usage et les biens de technologie avancée (annexe VII) afin d'éviter que leurs exportations ne contribuent aux capacités militaires de la Russie.

- **Nouvelles restrictions à l'exportation**, d'un montant de plus de 33 millions d'EUR en 2024, couvrant:
 - verrerie de laboratoire;
 - certains matériaux lubrifiants de haute performance; et
 - trois additifs pour les matériaux lubrifiants
- **Renforcement des contrôles existants sur**
 - matériaux lubrifiants de haute performance (huiles et graisses avec des spécifications techniques élevées);
 - 11 additifs pour matériaux lubrifiants; et
 - trois matériaux énergétiques qui peuvent être utilisés pour créer des explosifs - amatol, nitroglycol et chlorure de picryle.

Restrictions sur les services: des restrictions supplémentaires à la fourniture de services de cybersécurité à la Russie.

IMPORTATIONS

Quelles sont les nouvelles interdictions d'importation incluses dans le 20e train de sanctions?

- **Les nouvelles interdictions d'importation** de certains métaux, produits chimiques et minéraux s'appliquent aux importations d'une valeur (valeurs de 2024) d'environ **532 millions d'EUR** et comprennent:
 - minéraux tels que le silicium, les sels et la chaux vive (40 millions d'EUR en 2024);
 - minerai de fer (2 millions d'EUR en 2024);
 - cuivre (279 millions d'EUR en 2024);
 - les marchandises en aluminium transformées restantes non encore interdites (7 millions d'EUR en 2024);
 - débris d'acier, d'aluminium, de cuivre, de nickel, de scories de minerai de fer (104 millions d'EUR en 2024);
 - la plupart des produits chimiques restants mais non encore interdits (77 millions d'EUR en 2024), à l'exception des précurseurs d'engrais (plus bas sur l'ammoniac) et des produits utilisés dans

l'industrie pharmaceutique;

- articles en caoutchouc vulcanisé (8 millions d'EUR en 2024); et
- peaux de fourrure tannées (12 millions d'EUR en 2024).

Contingent sur les importations d'ammoniac

Enfin, ce paquet **introduit un contingent annuel sur les importations d'ammoniac** qui sera automatiquement renouvelé chaque année, fixé au volume des importations de 2025. Le contingent est établi afin de plafonner les niveaux d'importation existants qui ont augmenté et d'éviter que l'exportation d'ammoniac ne soit utilisée pour contourner l'interdiction [REPowerEU](#) sur les importations de gaz lorsque cette interdiction prendra effet, tout en veillant à ce qu'il y ait un approvisionnement suffisant pour le marché de l'Union.

PROTECTION JURIDIQUE DES OPÉRATEURS DE L'UE

Quelles sont les nouvelles dispositions adoptées qui protègent davantage les opérateurs de l'UE?

La Russie a commis les violations les plus graves du droit international. Nos sanctions sont une réponse justifiée. La protection de nos États membres, de nos opérateurs et de nos citoyens contre les représailles russes liées aux sanctions de l'UE est cruciale. C'est pourquoi ce train de mesures ajoute une protection juridique supplémentaire pour les opérateurs de l'UE contre les poursuites abusives engagées par des Russes, ainsi qu'une protection juridique contre l'exécution de jugements russes abusifs et d'autres mesures de représailles. En particulier:

1. Ce train de mesures permet au Conseil d'interdire **les transactions à l'encontre d'entreprises et de particuliers de pays tiers** qui aident les Russes à faire valoir leurs droits abusifs dans leur pays.
2. Les nouvelles mesures **permettent aux entreprises de l'Union de demander des dommages-intérêts** à ces entreprises et particuliers de pays tiers pour de tels actes d'exécution.
3. En outre, **le champ d'application de la «clause de non-réclamation» est étendu à certaines personnes de pays tiers – à l'exclusion des pays partenaires** – afin d'éviter que des opérateurs de l'UE ne soient poursuivis pour des contrats dont l'exécution est devenue impossible à la suite de sanctions de l'UE.
4. En outre, les mesures introduisent **une interdiction des transactions à l'encontre de ceux qui utilisent les droits de propriété intellectuelle des opérateurs de l'UE en Russie sans leur consentement.**
5. Le paquet insère la possibilité pour le Conseil d'imposer une interdiction de transaction aux concurrents russes en profitant du fait que les opérateurs de l'UE ont fait l'objet d'expropriations de fait en Russie, y compris les bénéficiaires directs et indirects de ces mesures.
6. L'UE habilite également les juridictions des États membres à **ordonner la cessation des procédures abusives en Russie et à imposer des sanctions aux acteurs russes qui sollicitent des injonctions des juridictions russes forçant illégalement les opérateurs de l'Union à résoudre des litiges en Russie.**

D LISTES ÉLECTRONIQUES

Pourquoi certaines institutions financières sont-elles radiées de la liste?

L'objectif des sanctions est de déclencher un changement de comportement et de veiller à ce que les institutions de pays tiers ne prennent pas de mesures qui entravent nos sanctions. La décision d'aujourd'hui fait suite à des actions de sensibilisation et d'engagement réussies auprès des juridictions de pays tiers. Grâce à ce dialogue constructif, un certain nombre d'inscriptions proposées ont été évitées, ce qui démontre l'efficacité de l'approche diplomatique et coopérative de l'UE pour garantir le respect du cadre de sanctions. En cas de changement, la Commission estime qu'il est juste de le reconnaître et d'y répondre en conséquence. Le Conseil décide à l'unanimité s'il y a lieu de placer une entité sous le coup d'une interdiction de transaction, et la même procédure s'applique aux déménagements. Dans le 20e paquet, cinq institutions financières sont retirées de la liste d'interdiction de transaction. La Commission reste en contact régulier avec les pays tiers au sujet des entités inscrites sur la liste relevant de leur juridiction afin de trouver des solutions compatibles avec les objectifs de l'inscription sur la liste. Lorsque notre analyse montre que les conditions de radiation sont remplies, elle indique que les sanctions produisent les effets escomptés.

Pourquoi 11 navires sont-ils retirés de la liste?

Là où le régime de sanctions de l'UE a été modifié par des navires qui se détournent du transport de pétrole russe sanctionné, l'UE est prête à envisager leur retrait de notre régime de sanctions. Dans ce cas, les propriétaires des navires ont pu démontrer leur retour à la conformité. Ces 11 radiations montrent que la radiation est une perspective crédible pour les navires qui reviennent à la conformité.

AUTRES MESURES

Lutter contre la désINFORMATION

Le 20e paquet introduit une extension de l'interdiction de diffusion, au moyen d'une clause «catch all», afin de lutter contre les **médias miroirs en ligne** qui distribuent le même contenu que les médias de propagande [sanctionnés](#) (tels que Russia Today, Sputnik, etc.). Les sites miroirs, les comptes ou les domaines qui agissent comme mandataires des canaux médiatiques officiels pour contourner l'interdiction de diffusion doivent être empêchés de diffuser ce contenu.

RECHERCHE

Les nouvelles mesures interdisent l'acceptation des **dons ou des subventions de recherche russes**. L'interdiction couvre l'acceptation des avantages, du soutien et du financement de la recherche et de l'innovation par le gouvernement russe et, plus généralement, par des organismes publics ou contrôlés par l'État, et elle est conforme à l'interdiction [faite aux partis politiques d'accepter le financement russe](#).

ALIGNEMENT DE BÉLARUS

Quelles nouvelles mesures concernent la Biélorussie?

Le paquet reflète, le cas échéant, certaines dispositions relatives au commerce, aux finances et aux services, ainsi que des dispositions relatives à la protection des opérateurs de l'UE dans le cadre du régime de sanctions à l'encontre de la Biélorussie, conformément à la pratique antérieure.

CONTEXTE

Incidence des sanctions de l'UE

Les sanctions de l'UE restent au cœur de la réponse de l'UE à l'agression militaire injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Ils ont un objectif clair: saper la capacité de la Russie à financer et à soutenir sa guerre illégale contre l'Ukraine. Les données économiques indiquent clairement que les sanctions de l'UE sont efficaces. Cependant, l'évolution des marchés de l'énergie à la suite de la guerre en Iran génère des revenus plus élevés pour la Russie. Par conséquent, il est plus important que jamais que l'UE et ses États membres maintiennent la pression en renforçant les sanctions et en garantissant une mise en œuvre stricte afin d'éviter tout contournement.

L'économie russe est entrée dans une période de stagnation alors que la croissance créée par l'augmentation des dépenses militaires commence à s'estomper. Après une croissance de 4,9 % en 2024, le PIB russe n'a progressé que de 1 % en 2025 et a diminué d'année en année en janvier et février 2026 (de 2,1 % et 1,5 %, respectivement). Les principales industries sanctionnées, telles que l'énergie, l'extraction minière, l'acier et les métaux, subissent toutes de fortes pressions. Les secteurs des entreprises, en particulier dans les régions dépendantes ou entrelacées avec des industries spécifiques (c'est-à-dire les villes industrielles extractives du charbon) dépendent de plus en plus du soutien budgétaire.

La principale source de revenus de la Russie a toujours été l'énergie. Toutefois, en 2025, les recettes pétrolières et gazières ont été inférieures de 24 % à celles de 2024. Au cours des deux premiers mois de 2026, les recettes pétrolières et gazières ont presque diminué de moitié (-48 %) par rapport à la même période en 2025, soulignant l'efficacité des sanctions pour ce qui est de contribuer à la réduction des recettes russes provenant des combustibles fossiles. Les données sur les revenus pétroliers et gaziers de mars montrent que, malgré une augmentation par rapport au mois précédent, ils sont restés nettement inférieurs (-43 %) au niveau de mars 2025.

Le déficit budgétaire fédéral de la Russie en 2025 a augmenté de manière significative pour atteindre 2,6 % (contre 1,7 % en 2024) et le déficit budgétaire consolidé a augmenté pour atteindre 3,9 %. Les données préliminaires du premier trimestre 2026 font état d'une nouvelle forte augmentation du déficit budgétaire. Les finances régionales russes sont fortement mises à rude épreuve: la majorité des régions russes ont enregistré des déficits. En conséquence, le volume des investissements dans les régions a été à la traîne, ce qui a freiné la croissance et érodé la productivité future.

Le début de la guerre en Iran à la fin du mois de février 2026, avec la forte hausse des prix des combustibles fossiles, entraîne une inversion temporaire de cette tendance. Le FMI s'attend à ce que l'économie russe bénéficie de la hausse des prix des combustibles fossiles. Ainsi, il a revu à la hausse les prévisions de croissance du PIB de la Russie en 2026 à 1,1%, contre 0,8%. Cela ne change pas fondamentalement la situation, mais cela pourrait apporter un certain soulagement aux finances de la Russie. La hausse des prix internationaux du pétrole et la levée des sanctions américaines sur le pétrole russe en mer ont permis à la Russie d'exporter son pétrole à un prix plus élevé et d'augmenter ses recettes fiscales connexes. Les sanctions de l'UE contribuent à maintenir la pression sur

les prix du pétrole russe et, par conséquent, sur la marge de manœuvre budgétaire de la Russie pour financer son effort de guerre.

Les actifs liquides du National Wealth Fund (NWF) (prêts à investir/dépenser) ont encore diminué, ne couvrant que 1,7 % du PIB à la fin du mois de mars 2026. En raison des sanctions en 2025, la NWF a été contrainte de continuer à soutenir plusieurs grandes banques publiques et entreprises publiques sanctionnées, dépensant plus de 1 000 milliards de roubles en 2025 pour Gazprombank, VTB, Sberbank, Rostex et d'autres investissements, ainsi qu'à fournir des financements sur les marchés pour les sociétés et les secteurs cotés.

Le niveau élevé des taux d'intérêt, les déséquilibres macroéconomiques, les sanctions et les hausses rapides antérieures des niveaux d'endettement ont entraîné une vulnérabilité du secteur bancaire, y compris une augmentation du niveau des actifs non performants et des risques de crédit pour les banques, ce qui est particulièrement le cas pour les banques axées sur les services à des industries spécifiques ou aux grandes entreprises.

Pour plus d'informations

[Communiqué de presse](#)

[20e paquet de sanctions dans le journal officiel](#)

[Site web de la Commission européenne sur l'Ukraine](#)

[Questions et réponses sur les mesures restrictives](#)

[Service d'assistance de l'UE sur les sanctions](#)

QANDA/26/876

Personnes de contact pour la presse:

[Siobhan MCGARRY](#) (+32 2 29 64798)

[Saul Louis GOULDING](#) (+32 2 29 64735)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)